

Ce que la gauche de la gauche perdra (et nous tous avec) à ne pas s'intéresser au rude message envoyé par les électeurs allemands à Angela Merkel



Après avoir ouvert les portes de l'Allemagne aux migrants, Angela Merkel a subi trois revers électoraux ce dimanche. Mais la leçon risque de ne pas être retenue par une partie de la gauche française.

Avec Laurent  
Bouvet

**Atlantico : Ce week-end, à l'occasion des élections régionales, Angela Merkel a subi un net revers électoral sur fond de désapprobation de sa politique d'accueil des migrants. Alors que ses décisions ont à l'inverse été saluées par une partie de la gauche de la gauche en France (Front de gauche, écologistes, Martine Aubry), cette dernière entend-elle aujourd'hui le message qu'ont envoyé les électeurs allemands à leur chancelière sur ce sujet ?**

**Laurent Bouvet :** Il y a un paradoxe à voir une partie de la gauche française, au PS en particulier, jouer à front renversé avec la politique de la chancelière allemande. A l'été dernier, celle-ci était vouée aux gémonies pour sa dureté envers les Grecs. Les mots utilisés à son propos renvoyaient pour certains aux pires images de l'Allemagne au XXème siècle. Quelques mois plus tard, la même Angela Merkel est devenue une véritable héroïne pour les mêmes, parce qu'elle a dit qu'il fallait que l'Allemagne accepte réfugiés et migrants sur son sol et qu'il fallait que l'Europe en fasse de même.

Ces fluctuations permanentes brouillent l'écoute des responsables politiques. Personne n'arrive plus à s'y retrouver sur ce qu'est ou non une politique "de gauche" ou "de droite" notamment. Le clivage déjà très flou dans l'esprit de nombre de nos compatriotes est totalement incompréhensible désormais. On pourrait ajouter à la position d'une partie de la gauche vis-à-vis de Angela Merkel, celle, à front renversé également, de la droite française, très réticente à l'égard de l'accueil des réfugiés et plus encore évidemment des migrants économiques. Mais on pourrait tout autant signaler que l'exécutif n'aide pas à la clarification des enjeux en défendant le principe de la déchéance de la nationalité ou encore, à l'origine, une réforme très dure du Code du travail.

Il n'est donc pas certain dans un tel chaos politique que les électeurs allemands comme les électeurs français puissent y voir clair. Ils privilégient des formations politiques qui ont des positions très affirmées et tranchées – notamment à l'extrême-droite – à celles qui représentent classiquement la droite et la gauche. On peut ajouter, tout de même, que la signification du vote dans les trois Länder allemands de dimanche n'est pas encore très claire elle non plus. Les facteurs économiques et sociaux et "identitaires" (de rejet des migrants) se mêlent dans la montée en puissance spectaculaire d'une extrême-droite électorale en Allemagne.

**Est-il possible d'imaginer une gauche qui changerait de point de vue sur les questions**

---

## **d'immigration, revenant en quelque sorte au discours du PCF des années 1980, quand Georges Marchais dénonçait le recours massif à des travailleurs immigrés ?**

Il y a déjà une gauche qui n'est plus, depuis longtemps, si elle l'a jamais été, naïve et angélique sur les questions d'immigration. Rappelez-vous la fameuse phrase de Michel Rocard : "*La France ne peut accueillir toute la misère du monde, même si elle doit en prendre sa juste part*". Les débats ont eu lieu de longue date au sein de la gauche, y compris quand elle était au pouvoir, sur la régularisation des sans-papiers, des immigrants illégaux. Aujourd'hui, on ne peut pas dire que le gouvernement soit laxiste en la matière. Le discours de Manuel Valls en particulier est très ferme sur ces questions.

Il reste que de toute une partie de la gauche continue, soit par conviction soit par cynisme politique, à confondre internationalisme et "sans frontières" selon l'expression caricaturale parfois utilisée.

Or, il est indispensable de rappeler que la doctrine internationaliste, et la vision des relations internationales qui en découle, date d'une époque où les constructions nationales étaient très fortes, où l'on ne parlait ni de globalisation ni de post-national, comme c'est le cas aujourd'hui en Europe notamment ; une époque où le nationalisme s'exprimait à plein, de manière belliqueuse entre les puissances européennes ou encore à travers l'impérialisme colonial.

On conviendra qu'on n'en est plus là, et que les nations, en Europe en particulier, ont suffisamment été diminuées, les frontières abaissées et les souverainetés nationales déprises d'une grande part de leur pouvoir ces dernières décennies. Si bien qu'un internationalisme flamboyant aujourd'hui se réduit essentiellement à voir dans l'accueil sans conditions des migrants de pays pauvres l'essence même de l'idée socialiste. Alors que dans le même temps, ces grandes consciences de l'internationalisme sont le plus souvent très protectionnistes sur le plan économique. La critique du capitalisme s'arrêtant là où commence les migrations économiques internationales dues au capitalisme...

Ce qui est une contradiction à mes yeux très difficile à surmonter, même au prix d'une dialectique bien huilée. Une contradiction pour toute une partie de la gauche qui se fait tailler des croupières politiques par une extrême-droite cohérente, elle, dans l'idée de fermeture des frontières aussi bien aux capitaux, aux marchandises et services qu'aux hommes.

Le problème de tout cela est que ça fige le débat, que ça le transforme en une sorte de pugilat pseudo-idéologique où il y aurait d'un côté les partisans d'une frontière-mur et de l'autre les partisans d'une frontière-rien. Alors que précisément, une frontière, ce n'est ni un mur ni un non-lieu, c'est un lieu particulier, où il se passe quelque chose de différent d'un côté et de l'autre, qui s'ouvre et se ferme selon les circonstances. C'est aussi ce qui définit, normalement, une souveraineté à l'intérieur. Celle de citoyens qui décident ensemble précisément s'ils veulent plus ou moins l'ouvrir ou la fermer, en fonction de tout un ensemble de considérations, économiques bien sûr mais aussi de solidarité et de définition d'un "commun".

Le problème, et c'est celui de cette gauche dont on parlait à l'instant notamment, c'est que la construction européenne a laissé penser qu'on pouvait se passer de frontières en Europe, en érigeant un mur à ses limites extérieures. Qu'on pouvait déposséder les citoyens de leur souveraineté sur la définition de ces limites et de ce qui se passe dans cet espace sans frontières. En clair et en bref, qu'on pouvait avoir une vraie frontière européenne extérieur, vis-à-vis du monde extérieur, méditerranéen en particulier alors qu'on détruisait, qu'on déconstruisait l'idée même, la légitimité même de la frontière aux yeux des Européens.

Une grande partie des problèmes actuels vient de là, de cette incohérence sur l'idée même de frontière. Si bien que nombre d'Européens veulent se réapproprier leurs frontières nationales pour retrouver leur souveraineté perdue. Et la crise des migrants est celle qui malheureusement conduit à l'accélération d'un tel mouvement, et dans le sens de la fermeture bien évidemment.

### **Existe-t-il parmi les figures médiatiques de cette gauche de la gauche, telles que Jean-Luc Mélenchon, Cécile Duflot ou Clémentine Autain, des personnalités qui pourraient porter ce "nouveau" message sur l'immigration ? Si non, pourquoi ? Qu'est-ce qui les en empêche ?**

Pour les personnalités que vous citez, et pour bien d'autres, la confusion que j'énonçais plus haut à propos de l'internationalisme se double d'une autre, celle qui consiste à considérer que l'on est véritablement "de gauche" lorsque l'on considère que la figure du "damné de la terre" se réduit à celle du migrant économique issu des anciennes colonies. Cette confusion en forme de réduction vient à la fois d'une forme de complexe post-colonial – nous devrions continuer d'assumer des décennies après la décolonisation les erreurs et les crimes de la colonisation – et du fait que la figure du prolétaire "petit blanc" ou "de souche" comme le disent certains désormais choisit plus facilement le Front national que cette gauche de la gauche comme débouché électoral – et qu'il est donc devenu très largement infréquentable politiquement.

L'évolution du Parti communiste dont vous mentionniez l'attitude il y a une trentaine d'années vient précisément de là, de la substitution en quelque sorte d'un "peuple" à l'autre comme sujet de l'émancipation, celui des prolétaires migrants issus des anciennes colonies à celui des ouvriers nationaux.

En 2011, le think tank proche du PS, Terra Nova, avait explicité de manière presque caricaturale cette évolution à gauche en en faisant une "stratégie électorale" nécessaire pour la "nouvelle alliance progressiste" entre les CSP+ des centres villes, les "femmes", les "jeunes" et les "banlieues" – celles-ci étant supposées représenter l'immigration.

### **François Hollande est resté ambigu sur ce sujet, en ne donnant pas l'impression de s'opposer à Angela Merkel sur l'immigration au niveau européen, mais en n'appliquant pas la politique d'accueil des migrants. Est-il de ce fait nettement plus fort à gauche que ce qu'imaginent ses opposants de gauche ? N'est-il pas, de fait, le meilleur candidat possible pour la gauche en 2017 ?**

---

L'ambiguïté est le style politique de François Hollande, sur tous les sujets – à l'exception sans doute de l'intervention militaire extérieure. Et il a, sur celui que vous citez, laissé, comme souvent, le premier ministre, Manuel Valls, s'avancer, notamment dans un discours très critique à l'égard de la politique d'Angela Merkel, à Munich, afin d'apparaître comme celui qui arbitre et détient la décision finale, si décision il y a.

Sur le fond, il n'est pas certain que François Hollande plus qu'un autre dirigeant français ou européen à l'exception de Merkel dans un sens et de Viktor Orban ou des Polonais dans l'autre, sache exactement quoi faire. D'autant que les migrants ou les réfugiés ne souhaitent pas venir en France – et que ceux qui y sont piégés, à Calais par exemple, voudraient plutôt en partir. Face à cette crise historique que nous vivons, nos dirigeants, qui ont une conscience historique disons moins aiguisée qu'à d'autres époques, sont dépourvus. Ils réagissent comme ils savent le faire, comme ils ont appris à le faire, d'abord et avant tout en mécaniciens (on le voit au à Bruxelles) alors qu'il nous faudrait des stratèges sinon des visionnaires.

François Hollande pourrait bien être, une fois de plus, et malgré tout, le seul candidat de gauche capable de figurer au second tour de la présidentielle en 2017. La voie est très étroite pour lui mais il fait, comme toujours, ce qu'il faut pour apparaître comme la pire solution à l'exception de toutes les autres pour son "camp". On peut le résumer ainsi : il n'est jamais pour personne à gauche ou au centre gauche, le candidat souhaitable, ni pour la gauche de gauche ni pour les sociaux-libéraux, ni pour les républicains de gauche, etc. Mais il apparaît toujours comme le second choix le moins terrible pour tout le monde puisque nul ne peut imposer son candidat à soi, et surtout que tout le monde veut à tout prix éviter le candidat préféré potentiel des autres (Valls, Macron, Mélenchon, Duflot, Montebourg, Laurent, etc.). En étant le second choix, de raison voire de résignation d'une gauche balkanisée en chapelles irréconciliables, il a ses meilleures chances face à un Sarkozy ou une Le Pen. Evidemment, si la droite choisit un candidat qui ouvre son jeu au centre gauche, là, ce sera plus difficile pour Hollande. C'est comme ça que l'hypothèse Juppé est devenue peu à peu crédible.